

Introduction

Il est des événements dont même la plus grande orchestration médiatique ne permet pas de prendre la mesure, des événements qui donnent à voir, à discuter, à penser, à écrire et dont on sent confusément pourtant qu'ils dépassent les possibilités du langage. C'est que les mots pour les dire manquent, les concepts pour les penser n'ont pas été forgés et l'imagination pour en supputer les conséquences ne peut ainsi avoir de support.

Les différentes sciences sociales en donnent alors une image forcément réductrice, car contrainte par le cadre du savoir existant. L'économie n'échappe pas à cette fatalité, moins que les autres peut-être, car, habituée à quantifier, elle se trouve au mieux privée de ses instruments habituels d'appréhension des réalités ; au pire, elle tente une comptabilité d'un phénomène de nature essentiellement qualitative et en devenir, le changement. Qui va payer et combien ? Qui va en bénéficier et de combien ? Telles sont les questions qui ordonnent la plupart des analyses ; elles sont légitimes, car l'inquiétude scientifique devant l'inconnaissable est grande. Mais en privilégiant l'arithmétique du changement, elles peuvent en masquer la dimension philosophique qui elle-même est porteuse de nombreux autres bouleversements.

L'événement — que faute de mieux, pour l'instant, nous qualifierons de « bouleversements à l'Est » — a une double nature indissociable : il est un choc des faits autant qu'un choc de pensée. Les faits se donnent en représentation : émergence de la démocratie, mise en place de nouvelles structures, austérité... Certains se prêtent même à la mesure : inflation, flux commerciaux et financiers, déséquilibre extérieur et déséquilibre social, etc. Toutes les dimensions — politique, juridique, économique et sociale — du système d'organisation de ces pays sont manifestement et ouvertement en radicale transformation.

Mais ne s'agit-il pas aussi, et peut-être surtout, d'une « contre-révolution » intellectuelle qui produit immédiatement ses conséquences ? Le changement interroge la pensée, qui à son tour conduit au changement. Et comme tout vrai changement — toute innovation majeure — il nous amène à réviser notre jugement sur l'autre autant que sur nous-mêmes. La question qui est posée est celle de la transition démocratique vers une économie de marché. Nous en connaissons, ou du moins croyons en connaître, chacun des termes. Or, la transition

effectivement à l'œuvre nous fait percevoir parfois combien notre conception en était naïve.

Pour ne prendre qu'un exemple, la conception moderne de l'économie de marché est essentiellement « hayekienne » et puise ses racines dans la philosophie politique européenne de la période qui va de la Renaissance à la Révolution française. Le problème central qui se posait alors était de rendre compte de la vie en société sans se référer à des principes métaphysiques. La première réponse fut celle de Machiavel et Hobbes : l'égoïsme naturel des hommes rend la vie en société impossible sans l'omniprésence d'un État absolu. Le principe d'autorité n'a pas besoin d'une autre légitimation : le pouvoir est assis sur la violence et n'obtient obéissance que par la force. De là naît la Société civile. C'est la force qui fonde l'État et l'État qui rend possible la vie en société. Cette philosophie du Léviathan ne convenait pas aux classes sociales qui, émergeant du développement capitaliste, avaient de la fortune mais se voyaient exclues du pouvoir. Il fallait démontrer qu'une vie libre en société, sans médiation d'un État totalitaire, était possible en dépit des égoïsmes individuels. C'est précisément ce qu'Adam Smith accomplit avec le « théorème de la main invisible » : non seulement l'intérêt individuel ne s'oppose pas à l'intérêt collectif, mais au contraire, il le sert. Il fallut une révolution pour passer d'une conception à l'autre.

Pour Hayek, dans l'approche néo-institutionnaliste et évolutionniste qu'il développe, l'ordre concurrentiel est une condition première du bon fonctionnement de l'économie et de la société. Sa thèse centrale est que, dans la sphère limitée de l'action économique mais aussi dans celle plus large de l'action sociale, l'interaction libre entre individus engendre des règles de conduite et des mécanismes institutionnels propres à perpétuer l'ordre politique et à favoriser le progrès économique et social. Un tel ordre n'est pas interprété comme résultant d'un projet volontariste, mais comme le produit spontané, non intentionnel, de la libre interaction des individus : c'est la généralisation du théorème de la main invisible.

Or, ce qui semble inhiber à l'Est le développement de l'économie de marché n'est pas, ou ne semble pas être, que la liberté individuelle ne puisse s'exprimer, mais qu'il lui manque le cadre juridique et institutionnel pour produire des relations marchandes fondées sur le droit. Le démantèlement de l'État, du système de commande hiérarchisé qui régissait tous les aspects de la vie économique et sociale, laisse vide l'espace du droit et rend incertaines les relations horizontales entre agents économiques, autres que de proximité. Peut-être qu'à la longue émergeraient de ce vide les institutions nécessaires à l'ordre concurrentiel. Mais le désordre de la transition serait alors si grand qu'il pourrait remettre en cause son aboutissement désiré. Hors la violence de l'État ou celles de relations individuelles sans règles du jeu, il n'est de solution que dans le développement synchrone des différents éléments constitutifs de l'économie de marché. Ce qui apparaît ainsi à l'observateur de ces économies est la subordination de l'économique au juridique et à l'institutionnel, contrairement à ce que Marx et les libéraux

avaient tendance à penser. Il semble dès lors que les conditions préalables au développement d'une économie de marché soient d'ordre politique et volontaristes, et qu'il existe donc une large variété de structurations possibles de ces sociétés. Il n'est que de voir, à l'Ouest, la diversité des solutions organisationnelles retenues pour en être convaincu : la part de la propriété collective est variable d'une économie à l'autre, de même que celle des prix administrés ; certaines productions sont directement contrôlées, d'autres subventionnées, et leur choix, de même que leur nombre, diffère selon les pays ; systèmes sociaux et fiscaux déterminent encore un large éventail des possibles, etc. En bref, les différences culturelles entre pays occidentaux ont imprimé leur marque profonde sur les systèmes de marché qui y sont pratiqués. C'est dire qu'il n'existe pas de modèle unique, que tous, à des degrés divers, sont mixtes et que cette diversité de résultats est normale chaque fois que des processus réels interfèrent avec des processus intellectuels d'organisation. Economie de marché, certes, mais quelle économie de marché ?

Le temps, disait Joan Robinson, est le stratagème que l'on a inventé pour éviter que tous les événements ne se produisent au même moment. Et pourtant les réformes nécessaires au changement de système ne semblent pas pouvoir s'ordonner selon une flèche chronologique. Les réformes partielles introduites, notamment en URSS, ont davantage contribué à la désorganisation et parfois au blocage de l'économie qu'à l'amélioration de son efficacité.

Le problème de l'ordre temporel des réformes fait l'objet de nombreuses recherches et d'un vif débat. L'opinion dominante est que la stabilisation macroéconomique devrait précéder les réformes systémiques et structurelles. Il est vrai que l'ampleur des déséquilibres macroéconomiques s'est considérablement accrue depuis quelques années : déficits budgétaires et extérieurs, augmentation des salaires nominaux sans rapport avec celle de la productivité se sont conjugués pour renforcer le rationnement de la demande. L'accumulation d'épargne « forcée » qui en résulte fait craindre que le processus de libéralisation des prix, dont la nécessité est partout affirmée, ne dégénère en hyperinflation. La stabilisation macroéconomique est certes impérieuse, mais son cortège d'austérité — dans une situation où le *primum movens* fut la reconnaissance de la légitimité du désir de consommer — risque d'être mal supporté si, en même temps, d'autres réformes structurelles n'en permettaient de mieux comprendre l'exigence. D'ailleurs, la libéralisation des prix, la privatisation, l'organisation des marchés et la réforme monétaire peuvent y concourir. Tout cela est plus facile à dire qu'à faire, car la logique de l'événement n'est pas exclusivement ou même principalement économique. Elle concerne tous les aspects de la vie en société, les relations de pouvoir autant que les relations marchandes, l'aspiration à la dignité autant que celle au bien-être matériel, la justice sociale autant que la liberté économique...

C'est dire la complexité de la situation et de son analyse. Il n'est d'ailleurs pas sûr que notre degré de compréhension de l'événement justifie que l'on s'empare du sujet, et encore moins que l'on professe

une doctrine quant à l'action. L'histoire de la formation du savoir en sciences sociales est aussi celle d'une singularisation croissante de chacune de ses disciplines. Ce morcellement ne nous prépare pas à l'étude d'une situation aux dimensions multiples, mais tellement interdépendantes qu'elles doivent être pensées globalement : c'est le cas de la transition systémique.

Rien d'ailleurs dans la croissance économique séculaire des économies les plus importantes du monde ne permettait de présager que se produirait à l'Est un changement majeur. Le rythme d'augmentation du niveau de vie en URSS, bien que s'amenuisant, restait dans la norme de celui des pays de l'OCDE, et surpassait en toute période du siècle celui des États-Unis (cf. tableau). L'incertitude des chiffres, il est vrai, est grande, mais il est peu probable qu'elle soit levée dans un avenir prévisible.

*Évolution du PIB par habitant
(coefficients multiplicateurs des niveaux en début de période,
pour les périodes indiquées)*

	1900-1987	1900-1950	1950-1987	1950-1973	1973-1987
États-Unis.....	4,6	2,3	2,0	1,6	1,2
France.....	5,9	1,8	3,2	2,5	1,3
Allemagne.....	6,4	1,6	4,0	3,0	1,3
Italie.....	6,7	1,7	3,9	2,9	1,3
Japon.....	14,4	1,6	8,7	5,9	1,5
Moyenne OCDE.....	5,6	1,9	2,2	2,2	1,3
URSS.....	7,5	2,8	2,6	2,2	1,2

Source : Maddison A., 1989, *The World Economy in the 20th Century*, Development Centre Studies, OCDE, Paris. Calculs OFCE.

Les causes du changement sont certes multiples, mais il apparaît d'emblée que leur dimension économique ne doit pas être exagérée. Que l'on n'en sache pas assez sur la question n'est cependant pas une raison suffisante pour taire ce que l'on sait, quelque fragmentaire et partielle que soit notre connaissance. L'événement est d'une importance si considérable pour l'avenir du monde qu'il faut faire feu de tout bois, au risque de dire des banalités, des demi-vérités ou même des contresens. Car à l'inverse de Masaccio qui ne pouvait savoir que sa peinture annonçait la Renaissance, nous sommes tous conscients que les événements à l'Est changent le futur du monde tel qu'on l'imaginait avant qu'ils ne se produisent.

Cet ouvrage collectif réalisé par des économistes de l'OFCE avec la collaboration de chercheurs d'autres institutions peut paraître ambitieux, en particulier au regard des considérations qui précèdent. Il n'a d'abord pour prétention que de contribuer par une synthèse des informations dont on dispose sur chacun des huit pays concernés, à une meilleure appréhension de ce que sont leurs économies et leurs caractéristiques structurelles. La première partie est donc consacrée à un état des lieux, à un éclairage du présent-passé, davantage qu'à une étude des forces qui concourent au devenir de cette région. Les mots fréquemment dépassent la pensée, mais autant que faire se peut, nous avons tenté d'éviter les analyses à l'emporte-pièce, les diagnostics définitifs. Les béances de l'information sur le présent, la difficulté de déchiffrer un appareil statistique différent du nôtre et dont la fiabilité est en question, la rapidité des évolutions en cours interdisent de porter un jugement sur une réalité mouvante. Le temps propre de l'événement est de surcroît trop variable ; comme le disent les Polonais : « Ce qui a pris dix ans en Pologne et dix mois en Hongrie, s'est produit en dix semaines en Allemagne, dix jours en Tchécoslovaquie et dix heures en Roumanie ».

Mais on sait dès à présent que, quoi qu'il arrive, le monde ne sera plus le même ; qu'un événement historique de cette dimension pose des problèmes et ouvre des perspectives. La seconde partie de cet ouvrage cherche alors à les énoncer sans aucunement prétendre à l'exhaustivité, ni à l'originalité. Elle est un lieu de questions plus que de réponses et s'attache à la fois à l'analyse de problèmes spécifiques aux économies de l'Est (désétatisation, convertibilité interne et externe des monnaies), et à l'énoncé le plus souvent qualitatif des conséquences et des enjeux de l'ouverture à l'Est pour l'économie mondiale, pour les économies européennes et pour les pays en voie de développement. La question demeure ouverte en effet de savoir si la disparition de la fracture Est-Ouest annonce une autre bonne nouvelle, celle d'une meilleure intégration entre le Nord et le Sud, ou si au contraire elle se fera aux dépens du monde en développement. On pourrait avoir la conviction que les considérations stratégiques et géopolitiques qui ont pesé si fort sur les pays les plus pauvres ne devraient plus avoir de raison d'être, parce qu'elles étaient le produit même de la division Est/Ouest. Libéré de cette influence, le monde en développement pourrait alors maîtriser son destin.

Les enjeux, on le perçoit, sont considérables et la question de l'aide à la transition surgit inévitablement. Ceux qui pensent, et ils sont nombreux, que le monde occidental, non seulement par altruisme mais par intérêt bien compris, devrait aider sans réserve le processus de démocratisation à l'Est, invoquent fréquemment l'idée d'un « plan Marshall ». Il nous a donc semblé nécessaire, dans l'un des chapitres finals de ce livre, de tirer les leçons de ce qui fut considéré dans le passé comme l'un des moteurs principaux du développement économique de l'Europe de l'Ouest.

Jean-Paul Fitoussi
Président de l'OFCE